

2 - CONDITIONS PARTICULIÈRES

RESPONSABILITÉ GÉNÉRALE

ASSURÉ

L'assuré est le souscripteur du contrat.

TIERS

Toute personne physique ou morale autre que l'assuré. Il est précisé que sont considérés comme tiers :

- Le président, les membres et préposés du CCAS en dehors de l'exercice de leurs fonctions ou lorsqu'ils ne peuvent pas bénéficier ou être totalement indemnisés au titre de la législation en matière d'accidents du travail ou maladies professionnelles, ou des dispositions statutaires.
- Le personnel de l'Etat ou d'une autre collectivité publique mis à disposition.

ACTIVITÉS DE L'ASSURÉ

Toutes activités d'un Centre Communal d'Action Sociale et de ses services, et en général toutes activités connexes et annexes de toutes natures et toutes les compétences transférées, déléguées ou réservées (voir annexe – activités principales en 2024, à titre indicatif).

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ASSURÉ

EFFECTIF CNRACL	522
EFFECTIF IRCANTEC	372
EFFECTIF SALARIÉ (CONTRAT DE DROIT PRIVÉ)	11
MASSE SALARIALE BRUTE DERNIER EXERCICE EN €	30 283 697,09 €
DERNIER BUDGET DE FONCTIONNEMENT EN €	40.310.000 €
NOMBRE TOTAL DES ÉLUS	16

OBJET DU CONTRAT

L'assureur garantit, sous réserve des exclusions figurant au présent document, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber à l'assuré par application des règles du droit civil, du droit administratif et en général des règles législatives ou réglementaires en vigueur, ou d'engagements contractuels, à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non causés aux tiers du fait de ses activités.

La garantie du contrat est acquise également aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile du propriétaire d'immeubles.

Sont notamment garanties les conséquences financières de la responsabilité pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages causés à autrui par toutes les personnes participant à son exploitation ou à son activité, par tous les biens et tous les animaux dont l'assuré a la propriété la garde ou l'usage.

PÉRIODE DE GARANTIE

Les dispositions du contrat font référence à l'article L124-5 du Code des assurances (L. n°2003-706, 1^{er} août 2003, art. 80-II).

La garantie du contrat est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent à sa date de résiliation ou d'expiration mentionnée par le contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable. L'assureur ne couvre pas l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie ».

Le délai subséquent des garanties déclenchées par la réclamation est fixé à 5 ans après la résiliation ou la cessation des garanties du contrat.

CLAUSES PARTICULIÈRES

ASSURANCE POUR LE COMPTE DE QUI IL APPARTIENDRA

L'assuré déclare agir tant pour son compte que pour le compte de qui il appartiendra.

La garantie "Assurance pour le compte de qui il appartiendra" s'exercera à défaut ou en complément des assurances souscrites par les tiers.

AUTOMATICITÉ DES GARANTIES

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur au moment de leur survenance ou au plus tard dans les trois mois qui suivent l'échéance principale du contrat :

- les nouvelles activités soumises à autorisation administrative, créées au cours de l'exercice
- les nouvelles activités à caractère industriel et commercial créées au cours de l'exercice,
- la reprise en régie par l'assuré, au cours de l'exercice, d'Établissements ou de Services antérieurement concédés ou afferlés.

Ces extensions, avant agrément par l'assureur et ajustement éventuel de la cotisation, sont accordées à hauteur de 50.000 €.

RC MAÎTRE D'OUVRAGE OU MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

La garantie du contrat est accordée du fait des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, occasionnés aux tiers à la suite de travaux commandés par l'assuré en qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'ouvrage déléguée.

La garantie liée aux risques de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'ouvrage déléguée est limitée aux opérations de moins de 500.000 €.

RESPONSABILITÉ MÉDICALE

Est garantie la responsabilité pouvant incomber à l'assuré en raison des dommages subis par les tiers ou les préposés en raison des activités de son service médical ou médico-social, notamment du fait des dispositions de la loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

Exclusion :

Est exclue la responsabilité personnelle des médecins, infirmières et infirmiers.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES – INTOXICATIONS MÉDICAMENTEUSES

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut incomber à l'assuré en raison des intoxications alimentaires et/ou médicamenteuses causés par l'absorption d'aliments, de boissons ou de médicaments préparés, conditionnés, délivrés et ou servis par les services de l'assuré.

PRESTATIONS DE SERVICES DIVERS

Les garanties du contrat sont étendues aux conséquences pécuniaires de toute responsabilité incombant à l'assuré du fait des prestations de services divers déclarées à la souscription du contrat et exécutées au profit de tiers telles que restauration, blanchisserie, prestations informatiques, garage automobile.

RESPONSABILITÉ CIVILE BRANCARDS ET FAUTEUILS ÉLECTRIQUES

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires résultant de la responsabilité civile encourue par l'assuré en raison de l'utilisation ou de la gestion de brancards et de fauteuils électriques. Cette garantie couvre notamment les dommages corporels, matériels ou immatériels causés par un dysfonctionnement, une défaillance technique, ou une mauvaise utilisation de ces équipements, entraînant des dégradations ou des blessures aux patients. Elle inclut également les préjudices résultant de l'usure anormale, de l'entretien insuffisant ayant un impact sur la sécurité et le bien-être des patients.

PRISE EN CHARGE DE REPAS EN EHPAD

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires résultant de la responsabilité civile de l'assuré en cas de préjudice subi par les résidents d'un EHPAD lié à la prise en charge des repas, y compris en cas d'intoxication alimentaire, de contamination ou de tout autre incident affectant la qualité et la sécurité des repas servis. Cette garantie couvre tous les dommages corporels, matériels et immatériels résultant d'un manquement à l'obligation de sécurité et de qualité concernant la préparation, la distribution ou la consommation des repas dans l'EHPAD.

CAS DE TUTELLE ET CURATELLE

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires résultant de la responsabilité civile de l'assuré lorsqu'il exerce un contrat de tutelle ou de curatelle à l'égard d'un résident d'un EHPAD et que cette responsabilité découle de la gestion et de la prise en charge des intérêts et des besoins de ce résident, conformément aux obligations légales. Cette garantie couvre les dommages corporels, matériels et immatériels résultant de la mauvaise gestion ou des actes de négligence pouvant entraîner un préjudice financier pour le résident, la prise de décisions médicales ou sociales concernant le résident, lorsque celles-ci engendrent des conséquences négatives sur sa santé ou son bien-être, le manquement à l'obligation de surveillance et d'accompagnement.

AIDE À DOMICILE

Le contrat garantit les conséquences pécuniaires résultant de la responsabilité civile de l'assuré lorsqu'il exerce une activité d'aide à domicile chez les patients d'un EHPAD ou d'un établissement hospitalier, et que cette activité entraîne un préjudice corporel, matériel ou immatériel résultant d'un manquement, d'une négligence ou d'une faute commise par ses agents de santé ou par lui-même dans le cadre de ses fonctions.

LES EXCLUSIONS DU CONTRAT

En complément des exclusions indiquées au chapitre « Définitions », sont exclus :

- Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré sous réserve de l'article L 121-2 du Code des Assurances « L'assureur est garant des pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable en vertu de l'article 1384 du Code Civil quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes. ».
- Les amendes et peines pénales infligées à l'assuré.
- Les dommages causés par la guerre étrangère ou civile.
- Les dommages causés par les éruptions volcaniques, les tremblements de terre, les raz de marée, les inondations.
- Les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.
- Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :
 - Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
 - Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.
- Les dommages causés par tous appareils de navigation aérienne, maritime ou fluviale dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.
- Les dommages causés par des remontées mécaniques, des installations ferroviaires, des chemins de fer, des tramways, des chemins de fer funiculaire ou à crémaillères des locomotives et tous appareils de navigation aérienne, les embarcations maritimes ou fluviales destinées au transport de plus de 10 personnes dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.
- Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, un accident d'ordre électrique, un dégât des eaux ayant pris naissance ou survenu dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant sauf si ces locaux sont mis temporairement à disposition de l'assuré pour une période n'excédant pas 30 jours consécutifs.
- Les dommages résultant de manifestations de toutes natures rassemblant plus de 30 000 personnes et ou comportant l'utilisation de véhicules terrestres à moteur ou d'engins aériens ou nautiques ou avec feux d'artifice de catégorie F4, soumises à autorisation des pouvoirs publics, lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assuré en tant qu'organisateur.
- Les dommages engageant la responsabilité de l'assuré en vertu des articles 1792 à 1792-6 du code civil et 2270 du code civil.
- Les dommages causés aux biens immobiliers et mobiliers y compris les animaux dont l'assuré est propriétaire ou locataire.
- Les conséquences d'engagement pris par l'assuré dans la mesure où les obligations qui résultent de tels engagements excèdent celles auxquelles l'assuré serait tenu en vertu des textes légaux sur les responsabilités.
- Les dommages matériels résultant de façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'assuré et les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains – commerçants ou non qui n'ont pas de caractère fortuit parce que résultant inévitablement du fonctionnement des services municipaux ou des travaux de toute nature entrepris par l'assuré ou pour son compte.
- Les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui résultent d'opérations de transaction ou de gestion immobilière.

- Les dommages survenus du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires.
- Les sinistres résultant de toute participation en tant que concurrent de l'assuré ou de toutes personnes dont il est civilement responsable, à des paris, matches, courses ou compétitions sportives ou aux épreuves préliminaires à ces manifestations.
- Les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui résultent de l'inexécution, du retard ou de la mauvaise exécution d'un contrat par l'assuré.
- Les dommages causés par les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau ou de canaux ainsi que par la rupture de barrages de plus de 30 mètres de hauteur, de retenues d'eau et de réservoirs.
- Les dommages causés par des infiltrations, refoulements, débordements de canalisations et installations servant à l'évacuation des eaux pluviales et usées, s'il est établi que le risque n'a pas de caractère aléatoire du fait d'un vice de conception de l'ouvrage, d'un défaut d'entretien ou d'une insuffisance notoire du réseau.
- Les dommages résultant de l'emploi d'explosifs proprement dits hormis ceux utilisés en agriculture.
- Les dommages consécutifs à la transgression volontaire des règles d'aménagement et d'urbanisme.
- Les conséquences de toute réclamation ayant pour origine l'amiante.
- Les conséquences de toute réclamation ayant pour origine le plomb.
- Les conséquences du non-respect des délais prévus par la législation relative au traitement de l'amiante en place.
- Les vols, malversations, détournements, abus de confiance, escroqueries ou actes de même nature commis par les représentants légaux de l'assuré.
- Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.
- Les attentats et les actes de terrorisme de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées, d'émeutes, les mouvements populaires, la grève, le lock-out.
- Les dommages du fait de la propriété, de la gestion ou l'exploitation d'aérodrome.
- Les dommages dont l'éventualité ne pouvait être décelée en l'état des connaissances scientifiques et techniques en vigueur au moment où les faits à l'origine du dommage ont été commis.
- Les dommages immatériels non consécutifs à un dommage matériel garanti qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains et qui résultent du fonctionnement des services de l'assuré ou des travaux de toute nature entreprise par ou pour l'assuré.
- Les dommages résultant d'un événement non aléatoire.
- Les dommages ayant pour origine un défaut permanent et volontaire d'entretien ou de réparations caractérisé, incombant à l'assuré et connu de lui.
- Les dommages causés par les champs électromagnétiques.
- Les activités médicales autres que celles découlant des activités normalement dévolues au Centre Médico-social, PMI et dispensaires, santé au travail/médecine préventive.
- La responsabilité personnelle des médecins et personnel paramédical lorsqu'ils agissent à titre privé, ainsi que lorsque leur responsabilité personnelle est engagée en cas de faute détachable du service.
- Les dommages résultant de l'exploitation d'un centre de transfusion sanguine.
- Les dommages relevant de la réglementation française sur les recherches biomédicales (loi n°88-1138 et leurs textes subséquents).
- Les dommages immatériels causés par le retard ou le défaut de livraison des constructions ou des prestations par l'assuré sauf si ce défaut ou ce retard sont dus à des causes accidentelles, fortuites, imprévisibles ou inévitables.
- Les dommages consécutifs au non-respect conscient par l'assuré des textes légaux ou réglementaires, de règlements édictés par les autorités compétentes en matière d'urbanisme ou de construction.
- La responsabilité professionnelle des architectes, entrepreneurs et constructeurs.
- La responsabilité personnelle des mandataires sociaux à l'exception des conséquences de la faute inexcusable dans le cadre de la législation sur les accidents de travail.

- Les dommages immatériels non consécutifs relatifs aux frais et honoraires de l'assuré, aux troubles de jouissance, aux droits de la propriété industrielle, à la concurrence déloyale, à la publicité mensongère, aux contrefaçons, au droit du travail et à la divulgation de secret professionnel.
- Les dommages causés par les installations ou fournitures ayant fait l'objet de réserves précises et motivées avant réception et si le sinistre a pour origine la cause même de ses réserves sans que l'assuré ait pris des mesures pour éviter les dommages.
- Les dommages résultant du non versement ou de la non restitution des fonds, effets ou valeurs reçus, détenus ou gérés par l'assuré ou par les personnes dont il est civilement responsable à quelque titre que ce soit.
- Les dommages causés à autrui et ayant pour origine une insuffisance de performance.
- Le remboursement du prix des produits ou travaux défectueux livrés ou exécutés ainsi que le coût de remplacement, de réparation, de mise au point, de modification.
- Les frais de dépose et de repose qui ont été à votre charge à l'occasion des prestations livrées ou exécutées.
- Les conséquences de la non-obtention de résultats ou de performances impossibles à atteindre en l'état :
 - Des connaissances scientifiques et techniques acquises au moment de la livraison des produits ou de la réception des travaux,
 - Des moyens mis en œuvre par l'assuré.
- Les dommages résultant de contestations relatives à la détermination et au règlement des frais et honoraires dus à l'assuré.
- Les engagements pris par l'assuré dans le domaine du conseil et se traduisant par une obligation de résultats.
- Les réclamations résultant directement ou indirectement d'une épidémie, pandémie, enzootie, épizootie.
- Les conséquences pécuniaires résultant de virus informatiques dont les systèmes informatiques auraient pu être infestés avant de causer des dommages à des tiers.
- Les dommages de pollution non accidentelle ainsi que les dommages résultant d'une défectuosité du matériel ou des installations de stockage, de confinement de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants connus de l'assuré ou de ses représentants au moment du sinistre.
- Les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur dont l'assuré est civilement responsable, sauf :
 - les dommages causés par les véhicules réquisitionnés pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours, les accidents, incendie, fléaux et calamités visés à l'article L 2212-2-5° du Code Général des Collectivités Territoriales ou par tout véhicule mis en fourrière dans les circonstances visées à l'article 25-1 du Code de la Route.
 - les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur dont l'assuré n'est ni propriétaire, ni locataire, ni détenteur et que ses préposés ou toute personne dont il pourrait être appelé à répondre, utilisent ou déplacent.
 - les dommages causés par un véhicule terrestre à moteur lorsque l'origine des dommages se trouve dans l'utilisation des équipements liés à la fonction « outil ».
 - les dommages causés par l'Assuré en sa qualité d'organisateur si sa responsabilité est engagée distinctement ou conjointement avec celle du transporteur à la suite de dommages causés par le véhicule de ramassage n'appartenant pas à l'Assuré et dont il n'est pas locataire, ni emprunteur, ni dépositaire.

MODALITÉS D'INDEMNISATION

RÈGLEMENT DES SINISTRES

Le règlement des sinistres est effectué TVA incluse dans la mesure où l'assuré n'est pas assujetti à la TVA sur le sinistre concerné.

DISPOSITIONS DIVERSES

INDEXATION DE LA COTISATION

La cotisation évoluera à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRÉAVIS DE RÉSILIATION

Par dérogation à toutes dispositions contraires des Dispositions générales, il est convenu que tous les cas de résiliation du contrat, par l'assureur ou par l'assuré, sont assortis d'un délai de préavis de 6 mois.

ANTÉCÉDENTS

MOTIF DU RENOUVELLEMENT DU MARCHÉ

Fin de période.

ANTÉCÉDENTS D'ASSURANCE

L'assuré déclare ne pas avoir fait l'objet, depuis 3 ans, d'une résiliation pour sinistre, défaut de paiement ou fausse déclaration, d'un contrat garantissant tout ou partie des mêmes risques.

ASSUREUR

AREAS DOMMAGES

FRANCHISES ACTUELLES

Franchise générale : néant

Dommages immatériels non consécutifs : 10% des dommages mini. 400 € - maxi. 4.000 €

ANTÉCÉDENTS SINISTRES

Voir annexe.

LIMITATIONS PARTICULIÈRES DE GARANTIE

Les garanties accordées au titre du contrat sont limitées, par sinistre, aux conditions ci-dessous :

Limitation tous dommages confondus (garantie non indexée) (corporels, matériels et immatériels, consécutifs ou non consécutifs) dont :	15 000 000 €
Dommages corporels et immatériels consécutifs	15 000 000 €
Dommages matériels et dommages immatériels consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti	5 000 000 €
Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	1 000 000 €
Responsabilité civile après travaux ou après livraison	1 500 000 €
Faute inexcusable / Accident de service (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	1 500 000 €
Dommages de pollution accidentelle (garantie par sinistre ET par année d'assurance)	2 000 000 €
Intoxications alimentaires	3 000 000 €
Responsabilité civile maître d'ouvrage	1 000 000 €
Occupation temporaire des locaux	750 000 €
Dommages aux biens mobiliers confiés	300 000 €
Référé provision	200 000 €
Biens des préposés	30 000 €
Vol commis par les préposés	30 000 €
Défense-recours	50 000 €
Automaticité des garanties	50 000 €
Responsabilité civile médicale	8 000 000 €
Accidents subis par les élus	3 000 000 €

MONTANT DES FRANCHISES

	Solution de base	Variante 1
Franchise Générale	3 000 €	1 500 €
Sauf		
Dommages corporels	NÉANT	NÉANT
Dommages immatériels non consécutifs	10 000 €	5 000 €

ANNEXES

PRINCIPALES ACTIVITÉS EN 2024

STATISTIQUES SINISTRES

PRINCIPALES ACTIVITÉS OU COMPÉTENCES EXERCÉES EN 2024

1. PETITE ENFANCE

1.1 CRÈCHES

La collectivité est compétente en matière de gestion de **crèches**Oui ☐ Non ☒

1.2 HALTES GARDERIES

La collectivité est compétente en matière de gestion de **haltes garderies**Oui ☐ Non ☒

1.3 RELAIS ASSISTANTES MATERNELLES

La collectivité est compétente en matière de gestion de **relais assistantes maternelles**Oui ☐ Non ☒

1.4 ALSH - STAGES

La collectivité exerce une compétence en matière d'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) ou camps ou autres

Oui ☐ Non ☒

2. SOCIAL – SERVICES À LA PERSONNE

2.1 SERVICE D'AIDES MENAGERES – AIDES À DOMICILE

La collectivité est compétente en la matière

Oui ☐ Non ☒

2.2 PORTAGE DE REPAS À DOMICILE

Les services de la collectivité interviennent pour des prestations de portage à domicile

Oui ☒ Non ☐

Si oui, qualité et nombre des tiers bénéficiaires

↳ Par mois, nous avons entre 500 et 530 bénéficiaires

↳ Par an, la prestation est servie à près de 850 bénéficiaires par an

Préciser le mode de liaison (chaude ou froide)

↳ Nous sommes en liaison froide. Le prestataire Océane de restauration (marché public) livre les repas dans un lieu unique (sur

Carquefou), les repas sont maintenus à température dans une chambre froide jusqu'à la répartition dans les 9 camions.

Pour rappel, les camions sont des véhicules loués dans le cadre d'un marché public (FRAIKIN). L'assurance sur le contenu de l'habitable, la marchandise reste sous la responsabilité du CCAS.

2.3 SERVICES DE SOINS INFIRMIERS À DOMICILE

La collectivité est compétente en la matière

Oui ☒ Non ☐

3. PERSONNES AGÉES

3.1 EHPAD

La collectivité exerce gère un ou plusieurs EHPAD

Oui ☒ Non ☐

Si oui, il est précisé le nombre de lits

↳ 481 places (480 hébergement permanent + 1 place d'hébergement temporaire sur HM)

3.2 MAISON D'ACCUEIL POUR PERSONNES AGÉES ET MAISONS D'ACCUEIL RURAL POUR PERSONNES AGÉES

La collectivité gère une ou plusieurs MAPA ou MARPA

Oui ☐ Non ☒

3.3 UNITÉS DE SOINS LONGUE DURÉE (USLD)

La collectivité exerce gère une USLD

Oui ☐ Non ☒

3.4 ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE VIE PRIVÉE DES RÉSIDENTS

Le CCAS assure-t-il la responsabilité civile vie privée des résidents de ses établissements

Oui ☐ Non ☒

3.5 REPAS ANNUELS

Le CCAS organise un repas annuel au profit des personnes âgées

Oui ☒ Non ☐

Si oui, il est précisé, le nombre de participants à cette manifestation

↳ Nous organisons deux temps festifs par an à l'intention des seniors :

- au mois d'avril/mai, il s'agit d'un après-midi festif : goûter + animation (prestataire extérieur). En mai 2024, nous avons :
 - 8 dates : 5 dans les restaurants intergénérationnels et 3 dans les salles festives, pour 340 personnes
- au mois de décembre, il s'agit d'un repas festif : repas+ animation (prestataire extérieur). En décembre 2023, nous avons :
 - 9 dates : 5 dans les restaurants intergénérationnels et 4 dans les salles festives, pour 850 personnes

4. AIDE SOCIALE FACULTATIVE

Le CCAS intervient dans l'aide sociale facultative

Oui ☒ Non ☐

Si oui, il est précisé, le budget annuel réservé à ces actions

↳ 1,98 millions d'euros au compte administratif 2023

5. INSTRUCTION DE DOSSIERS

Oui ☒ Non ☐

6. AUTRES COMPÉTENCES

Le CCAS exerce d'autres compétences que celles décrites ci-dessus

Oui ☒ Non ☐

Si oui, il est précisé lesquelles

☞ Accueils de jours familles en difficulté et pour SDF, centres d'hébergement et de réinsertions, un centre local d'information et de coordination pour personne âgées (CLIC)

Il est précisé que les présentes déclarations ci-dessus sont données de bonne foi par l'Assuré.

L'assureur conserve la faculté d'obtenir toutes précisions complémentaires qu'il jugerait utile à son appréciation du risque.